

ciale de la couronne. En retour de si précieux avantages, la couronne n'exige de vous que des sentiments de loyauté à son égard. Le mot impérialisme ne signifie pas intervention de l'Angleterre dans le Gouvernement de votre pays; le mot impérialisme symbolise plutôt la puissance et la liberté. Puissance de chaque unité de l'empire; liberté absolue dans chacune d'elles.

Monsieur l'Orateur, pour parler le langage des anciens normands, encore usité au parlement britannique, je dis: "J'assente."

Si c'est vraiment là le spectre que notre collègue (M. Monk) a agité aux yeux des électeurs de Lachine et du comté de Jacques-Cartier, je dis: "Heureux électeurs qui participez à la puissance de l'empire britannique, qui jouissez en même temps d'une parfaite autonomie et êtes libérés des charges de l'empire."

N'avons-nous pas une côte maritime, ou plutôt deux grands rivages maritimes à défendre? Ne faut-il pas protéger nos routes commerciales? Sur l'Atlantique, nous avons des villes maritimes qui grandissent; à l'ouest nous avons également Vancouver, Victoria, Prince-Rupert et tout un vaste territoire où des cités commerciales et industrielles vont s'implanter avant longtemps.

Sans parler de conflits possibles avec les Etats-Unis—et je pourrais sur ce point, rééditant le propos du premier ministre anglais dans un récent débat, lequel disait que la force de la flotte britannique doit être au moins égale à la force des deux plus fortes marines du monde, celle des Etats-Unis exceptée, puisqu'on ne saurait envisager la probabilité d'un conflit avec cette puissance—je pourrais, dis-je, déclarer que nous ne croyons pas possible un conflit avec nos voisins; cependant, il ne serait pas digne de nous, digne de nos traditions ancestrales de faire voir aux Américains que nous avons démerité de notre réputation de courage et d'héroïsme à l'heure du danger, si jamais cette heure venait à sonner.

Comme colonie, que dis-je, comme Etat, nous voulons être respectés. Commençons par nous respecter nous-mêmes et par forcer le respect de la puissante république.

Monsieur l'Orateur, une grande nation nous avoisine à l'ouest, c'est le Japon dont la marine—une marine créée et organisée par un Canadien, par un Québécois, sir Archibald Douglas—vient immédiatement après celle de la Grande-Bretagne en importance. Comme le premier ministre l'a rappelé cet après-midi, l'Angleterre, en dépit de ses bévues diplomatiques, pour parler le langage du député de Jacques-Cartier (M. Monk) a pu du moins contracter un traité d'alliance avec le Japon. Tant que durera ce traité, nous n'avons rien à craindre de ce côté. Mais les traités ne durent pas toujours; ce sont, pour ainsi dire, des effets négociables; les alliances se modi-

fient. N'est-il pas prudent de parer à toute éventualité?

Il est encore une autre grande puissance, la Chine, qui tient une place considérable dans les affaires mondiales, et qui, pas plus tard qu'en novembre dernier, chargeait douze de ses officiers de marine les plus distingués, d'aller étudier sur place l'état de la marine anglaise et des marines des diverses nations du continent européen. Comme je le disais tantôt, quiconque ne dédaigne pas de considérer son pays comme une grande nation doit commencer à se préoccuper de l'avenir au lieu de chercher à tourner en ridicule ce que certains ultra-loyalistes ont appelé une marine de fer-blanc.

J'ai aussi fait observer, il y a un instant, que nous avons des voies commerciales à protéger. J'entends certains de mes amis parler des résolutions adoptées par les producteurs de grain et les "Grangers", blâmant les dépenses faites pour la marine canadienne. Je ne prétends pas faire la leçon aux producteurs de grain non plus qu'aux "Grangers", mais les faits sont les faits, et il n'est pas permis de les ignorer. S'il est une classe en ce pays qui, en cas de guerre, aurait besoin de la protection de la marine canadienne, c'est bien la classe agricole. Je ne me place en ceci qu'au seul point de vue matériel, car au point de vue national, nous devrions tous être fiers de pouvoir, à l'occasion, défendre notre pays et prêter au moment du danger, un loyal concours à la marine impériale.

Qu'il me soit permis de citer quelques chiffres. Au cours de l'année 1908, les cultivateurs canadiens ont vendu à l'étranger pour à peu près \$308,100,000 de leurs produits. En chiffres ronds, nous en avons vendu, cette même année-là, pour \$97,400,000 à l'Angleterre; aux Etats-Unis, pour \$3,200,000; aux autres pays, pour \$3,350,000. Autrement dit, la mère patrie a acheté 90.2 pour 100 de nos produits agricoles exportés.

Ces chiffres ne prouvent-ils pas que la sécurité du marché anglais signifie quelque chose pour nous et plus particulièrement pour nos cultivateurs? La Grande-Bretagne achète les neuf dixièmes de nos produits agricoles, et ceux qui croient que nos cultivateurs se laisseront tromper par une politique d'abstention s'abusent étrangement. Je sais que nos cultivateurs sont assez intelligents pour vouloir que, en cas d'hostilités, le pays soit en état de défendre les voies commerciales et puisse protéger les navires qui transportent nos produits en Angleterre.

Quelles sont, dans Québec, les objections que l'on oppose à la politique navale du Gouvernement?

1) Les amis de l'honorable député prétendent que le Canada n'a pas besoin d'une marine de guerre, que la doctrine de Monroe nous protège;